

Non aux avions de chasse et aux exportations d'armes

21.09.2020

Categories: Droit international, Désinvestissement, Embargo militaire

Lettre envoyée par BDS Suisse aux parlementaires: Cet automne les parlementaires devront se pencher sur deux questions militaires. Ensuite les citoyennes devront se prononcer deux fois, d'abord le 27 sept au sujet de l'achat d'avions de combat et ensuite le 29 novembre sur de l'initiative «contre les exportations d'armes dans les pays en proie à la guerre civile».

Viola Amherd, cheffe de la DDPS, insiste sur la nécessité de se procurer de nouveaux avions de chasse pour « protéger la population » et pour prévenir les attaques terroristes et l'espionnage. Ce qui saute aux yeux est le hiatus entre ces déclarations et le vécu des gens surtout depuis l'arrivée de COVID-19. Le gouvernement a été pris au dépourvu face à la pandémie. Manque de matériel de base, manque d'une politique claire concernant le confinement. En quoi l'achat de ces avions de combat va-t-il « protéger la population » face aux maladies, au chômage, aux licenciements, aux faillites et à la pauvreté ? Les milliards de francs destinés aux nouvelles armes vont-ils renforcer le système sanitaire et éducatif et mieux rémunérer les travailleurs/travailleuses dans ces secteurs essentiels ?

Choix de société, choix éthique

Dans un monde globalisé, la notion d'une défense nationale traditionnelle est obsolète. Ce n'est pas une attaque militaire qui nous menace actuellement mais plutôt la crise sanitaire, l'inégalité rampante, le racisme structurel, et la catastrophe écologique. Au lieu d'adresser ces problèmes, la majorité bourgeoise continue à appliquer une politique de restrictions budgétaires qui touche en premier lieu le secteur public. Il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux, ni pour les écoles, mais pour les dépenses militaires on en trouve. Pour les fabricants d'armes, on arrive toujours à assouplir les lois, tatillonnes en ce qui concerne le service public, très souples lorsqu'il s'agit d'exporter des armes.

La Suisse se vante de ses valeurs humanitaires. Mais dans le secteur militaire il y a peu de place pour l'éthique et le droit international. Déjà en 2015 le gouvernement Suisse n'a pas hésité d'acheter 6 drones fabriqués par ELBIT, alors que les drones produits par cette compagnie israélienne ont joué un rôle décisif dans l'attaque meurtrière à Gaza en 2014 qui a coûté la vie de plus de 2000 civils. Alors qu'il était question de crimes de guerre, la Suisse, signataire et dépositaire de la 4ème Convention de Genève, n'a pas estimé qu'un tel contrat avec ELBIT était incompatible avec les « valeurs humanitaires ». En outre il paraît évident que la Suisse utilisera les drones pour surveiller les frontières, voire des manifestations.

Aujourd'hui l'armée veut attribuer un nouveau contrat à ELBIT, cette fois pour les communications de l'armée. Mais entretemps ELBIT a été mis sur la liste noire de l'association suisse pour des investissements

responsables (ASIR) à cause de son acquisition d'une compagnie fabricant des bombes à fragmentation. Plusieurs grandes caisses de pension en Suisse ont éliminé ELBIT de leur portfolio. Même la Banque nationale suisse a vendu ses actions d'ELBIT. Mais l'armée n'y voit aucun problème.

ELBIT Systems est une des plus grandes entreprises d'armement et de sécurité israélienne, spécialiste dans l'électronique militaire, les systèmes de surveillance et la sécurité intérieure. ELBIT apporte son aide à l'occupation en fournissant à l'armée des UAV (unmanned aerial vehicles) et la technologie militaire ainsi que des systèmes de sécurité pour le mur d'apartheid et des colonies établies illégalement dans le Territoire palestinien occupé. En tant que plus grand exportateur de drones et de technologie de surveillance « testé sur le terrain », ELBIT est largement complice de la politique israélienne d'occupation, de nettoyage ethnique et d'apartheid.

Le contrat avec ELBIT n'est donc pas une simple transaction commerciale, mais implique également une complicité assumée avec ce régime répressif du Proche Orient. On est donc loin de la promotion de la paix dont parle le Conseil fédéral.

En attribuant des contrats à ELBIT, la Suisse se rend complice de cette politique qui bafoue les droits humains et le droit international. Il est temps de mettre fin à toute collaboration avec ELBIT.